



L'argent européen pour la guerre à Gaza : comment le financement de la recherche par l'UE soutient l'industrie israélienne de l'armement

## Description

*Les technologies développées avec le soutien financier de l'Europe sont utilisées dans la guerre actuelle à Gaza, comme elles l'ont été précédemment dans l'occupation du territoire palestinien et la marginalisation du peuple palestinien.*

Par Statewatch, le 22 mars 2024



Un drone (non produit par l'une des entreprises citées dans cet article) dans le ciel.  
Image : Bold Content, CC BY 2.0

## Politique de recherche de l'UE

L'objectif déclaré de la politique de recherche de l'Union européenne est de créer un « espace européen de la recherche » et d'encourager l'industrie concernée à « devenir plus compétitive ». Cette politique est actuellement mise en œuvre dans le cadre du programme

*Horizon Europe*, doté d'un budget total de 95,5 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Outre les organisations et les entreprises des États membres, la Turquie et Israël bénéficient d'un accès privilégié aux fonds associés, tandis que les entreprises et les institutions des États-Unis et d'autres régions sont largement exclues.

Tant donné que le financement des « dépenses résultant d'opérations ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense » par la Commission européenne est en fait exclu sur la base du traité de l'UE, aucun projet d'armement ne peut être financé dans ce cadre, du moins pas officiellement. Néanmoins, depuis au moins 2007, le financement de la recherche par l'Union européenne est soupçonné d'être juste titre de financer également l'industrie européenne de l'armement.

Le 7e programme-cadre de recherche (7e PC, 2007-2013) comprenait pour la première fois une ligne de financement pour la « recherche en matière de sécurité ». Dans l'étude *Arming Big Brother* de 2006, Ben Hayes attribue en partie cette situation au lobbying de l'industrie européenne de l'armement, qui s'était auparavant regroupé sous la forme d'un « complexe industriel de sécurité » en raison de la dissolution des frontières traditionnelles entre sécurité intérieure et extérieure.

## Recherche en matière de sécurité

Depuis, de nombreux projets ont également été financés pour la recherche en matière de sécurité, dont les entreprises d'armement ont profité dans le cadre de thèmes prétendument « civils » tels que la protection des frontières, la lutte contre les catastrophes et la surveillance maritime. Dans de nombreux cas, il n'est pas surprenant que les technologies développées dans ce cadre soient également utilisées dans les conflits armés. Dans le cas de l'action militaire d'Israël à Gaza, cela est également clairement démontrable et particulièrement problématique en raison du nombre exceptionnellement élevé de victimes civiles et de la décision en instance de la Cour internationale de justice sur l'accusation de génocide.

Pendant la guerre israélienne contre Gaza, *Statewatch* a publié une lettre ouverte de 300 universitaires demandant à l'UE de cesser de financer des projets de recherche susceptibles de contribuer à la violation du droit international ou des droits de l'homme. La critique porte sur le financement de la recherche à double usage en Israël, c'est-à-dire des technologies qui peuvent également être utilisées à des fins militaires. La lettre mentionne explicitement les deux grandes entreprises d'armement israéliennes *Elbit* et *Israel Aerospace Industries (IAI)*, qui ont reçu des fonds de l'UE pour plusieurs projets.

En 2015, un réseau européen de groupes pro-palestiniens, la Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP), avait déjà critiqué le fait que les entreprises d'armement israéliennes bénéficiaient de fonds de recherche de l'UE sur fond d'occupation, de violences militaires, policières et de colons. (*Elbit* et *IAI* ainsi que les grands projets de recherche OPARUS, IDETECT4ALL et FLYSEC ont également été nommés à l'époque.)

OPARUS en particulier avait déjà été critiqué à l'époque pour des raisons autres que l'implication de l'IAI, car il soutenait de grandes entreprises européennes de défense (Airbus, Dassault, Thales et BAE) dans la conception de l'utilisation de drones pour supprimer l'immigration, en coopération avec l'agence de « protection des frontières » *Frontex*, entre autres. Le projet IDETECT4ALL visait à développer de nouveaux systèmes de capteurs pour détecter les « intrus » à proximité des infrastructures sous haute vigilance. Les autorités aéroportuaires ont été impliquées en tant qu'utilisateurs potentiels, et le consortium de recherche était dirigé par la société britannique *Instro Precision*, qui se spécialise principalement dans la technologie des capteurs militaires. Le financement le plus important du projet, environ 333 000 euros, a été accordé à *Motorola Solutions Israël*, qui, selon le PECC et d'autres organisations, fournissait déjà des technologies pour la surveillance des barrières, des points de contrôle et des colonies en Cisjordanie, qui est occupée en violation du droit international.

Le rapport 2015 du PECC a identifié un total de 205 projets impliquant des entreprises ou des institutions israéliennes qui ont reçu au total 452 millions d'euros de financement de l'UE pour la recherche, dont 32 millions d'euros pour cinq « entreprises et institutions militaires ». Ce chiffre doit toutefois être considéré avec prudence, car il inclut également l'Université hébraïque de Jérusalem dans son ensemble. D'autre part, cette liste n'inclut pas de nombreuses petites entreprises qui comptent au moins une armée ou la police parmi leurs clients.

S'il est plus difficile de prouver l'application concrète des technologies financées par l'UE dans la guerre actuelle dans le cas de grandes entreprises telles qu'*Elbit* et *IAI*, il est plus facile d'identifier les connexions correspondantes dans le cas d'entreprises plus petites dont le portefeuille est plus transparent. Cet aspect sera illustré ci-dessous à l'aide d'un certain nombre de projets de recherche dans le domaine des systèmes sans pilote.

En 2014, notre rapport *Eurodrones, Inc.* commentait que : « Les Européens pourraient être choqués de voir quel point les premières réflexions de l'UE sur les drones ont été orientées et affinées par des entreprises de défense d'Israël qui n'est pas un état membre de l'UE à la recherche d'un marché civil pour leurs robots de guerre. »

Plus d'informations [ici](#).

## ResponDrone : flottes de drones

Le projet *ResponDrone* est déroulé sur trois ans à partir de mai 2019 et a reçu près de 8 millions d'euros de financement de la recherche de la part de l'UE (sur un total de près de 8,26 millions d'euros). L'objectif déclaré était de développer « une plateforme multi-UAS pour les premiers intervenants afin d'améliorer leur connaissance de la situation » qui pourrait soutenir les services d'urgence avec « des capacités améliorées pour soutenir les missions d'évaluation, les opérations de recherche et de sauvetage, ainsi que la lutte contre les incendies de forêt. »

Le projet a été coordonné par le Centre aérospatial allemand (*Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt*, DLR), qui a reçu 1,3 million d'euros de l'UE. Le fabricant espagnol *Alpha Unmanned Systems*, dont les drones Alpha 800 et Alpha 900 ont été utilisés avec différents systèmes de capteurs lors des essais sur le terrain, a reçu la somme la plus importante, soit un peu plus de 1,4 million d'euros. Le deuxième montant le plus important a été attribué à IAI, avec 1,4 million d'euros, loin devant l'entreprise de défense française Thales. La petite société de conseil *Agora* (300 000 euros) et le ministère de la défense (100 000 euros) ont également été impliqués par Israël. Bien que les 100 000 euros du ministère de la défense soient un montant plutôt symbolique, on peut se demander pourquoi il est financé pour sa participation à un projet de recherche prétendument civil par l'UE, qui n'a pas le droit de dépenser pour des projets militaires ou liés à la défense.

La mise en œuvre du projet *ResponDrone* est relativement bien documentée sur le portail correspondant de la Commission européenne. Un rapport sur les essais sur le terrain (en Arménie, en Bulgarie, en France, en Grèce, en Israël, en Lettonie et aux Pays-Bas) montre par exemple que les incidents (civils) typiques, les responsabilités respectives et l'utilisation antérieure de drones ainsi que les réglementations relatives à leur utilisation ont été évalués. En Israël également, l'accent a apparemment été mis sur les incidents civils tels que les tremblements de terre et les grandes villes israéliennes. Le rôle de l'armée en tant que « premier intervenant » est mentionné dans le rapport, mais n'est pas remis en question. Il n'y a pas non plus d'efforts visibles pour discuter des questions de droit international en rapport avec les territoires occupés.

Bien que le projet soit apparemment destiné à des applications civiles, les applications potentielles à double usage sont évidentes. Par exemple, dans le cadre d'opérations de sauvetage, des systèmes de capteurs permettant de localiser et de suivre des personnes (également de manière autonome) ont été testés ; et dans le cadre d'incendies de forêt, des modèles ont été mis au point pour calculer le meilleur endroit pour larguer de l'eau sur un feu. La pertinence militaire de la technologie utilisée aurait dû être bien connue des personnes impliquées, en partie en raison d'un scandale mineur rapporté par les médias israéliens et espagnols en 2016. À l'époque, le ministre israélien de l'agriculture (nationaliste-orthodoxe) Uri Ariel avait offert au Premier ministre russe Dmitri Medvedev un drone Alpha *Unmanned Systems* lors d'une visite à ce qui, dans le contexte de l'annexion de la Crimée et de la « technologie sensible » contenue dans le drone, a ensuite suscité des critiques tant au niveau national que de la part du gouvernement espagnol.

Lors d'une phase initiale du projet de recherche *ResponDrone*, deux des participants, IAI et Alpha, ont publié un communiqué de presse commun dans lequel ils présentaient un nouveau produit commun, *Multiflyer*, « un escadron de petits hélicoptères sans pilote pouvant remplir un large éventail de tâches non militaires et de sécurité intérieure » : « L'exclusion supposée claire des tâches militaires est discutable étant donné la référence à la « sécurité intérieure », qui inclut le déploiement de l'armée dans des situations de terrorisme en Israël en particulier, et même au-delà du territoire d'Israël, comme le reconnaît le droit international. »

En résumé, on peut dire que le fabricant espagnol de drones Alpha avait déjà exporté sa technologie en Israël avant le projet de recherche *ResponDrone*. En collaboration avec l'IAI, ils ont

mis sur le marché un produit commun, le *Multiflyer*. Le projet de recherche *ResponDrone* et le produit *Multiflyer* concernent tous deux des « flottes » de drones. Toutefois, le projet de recherche est principalement axé sur des applications civiles telles que le sauvetage et la gestion des catastrophes (naturelles), tandis que *Multiflyer* est axé sur des « capacités de surveillance avancées pour de vastes zones » dans le contexte de la « sécurité intérieure ».

Le rôle de l'IAI reste relativement énigmatique dans les rapports sur le *Multiflyer*. Dans ses communiqués de presse, l'entreprise de défense israélienne se réfère principalement à ses 50 ans d'histoire dans le domaine des systèmes sans pilote, tout en « cherchant constamment de nouveaux domaines dans lesquels nous pouvons investir nos capacités de R&D » et décrit *Multiflyer* comme une « étape importante », un développement dans lequel on peut s'attendre à d'autres progrès. Si l'IAI apparaît ici davantage comme un investisseur et un sponsor, les rôles sont pourtant clairement définis : les drones commerciaux utilisés proviennent d'Alpha, la technologie des capteurs pour la surveillance des zones de *Sightec*. La société *Simplex* est également mentionnée explicitement, ainsi que l'implication de « plusieurs start-ups israéliennes ».

## Sightec : vol et orientation autonomes

La société israélienne *Sightec*, qui participe à *Multiflyer*, a également reçu un financement de près de 2,5 millions d'euros de l'UE entre avril 2022 et décembre 2023 dans le cadre du projet AUTOFLY. Le titre complet du projet est « *Delivery drones with situational awareness capabilities* ». Dans sa description, le projet se présente comme extrêmement civil, parlant dans l'introduction de la réduction possible des gaz à effet de serre grâce à l'utilisation à grande échelle de drones dans la logistique, en particulier sur le « dernier kilomètre » et dans le contexte de l'essor du commerce électronique.

En substance, cependant, le projet visait à utiliser l'intelligence artificielle pour atteindre le plus haut degré d'autonomie possible, permettant aux drones de se déplacer indépendamment du GPS et même sans communication radio. Il s'agit d'un effort visible pour dissimuler des exigences militaires dans un cadre civil : le commerce en ligne avec « service le jour même (dans les heures ou les minutes qui suivent) » par des véhicules aériens sans pilote, qui mérite en soi d'être critiqué, est confronté à d'autres problèmes que le brouillage et l'usurpation que le projet AUTOFLY cherche explicitement à surmonter en finançant le *Sightec*. Bien que les technologies correspondantes de brouillage et de délocalisation soient devenues plus facilement accessibles ces dernières années et soient donc potentiellement à la disposition des groupes non étatiques et terroristes, la navigation indépendante du GPS et autonome dans des conditions de brouillage ciblé est avant tout une question militaire.

En février 2021, avant que l'UE ne fournisse un quelconque financement à l'entreprise, elle a affirmé avoir réalisé une « première mondiale » en volant vers des cibles de manière autonome lors d'un essai sur le terrain. Le test a eu lieu dans le cadre d'un projet lancé par des institutions civiles israéliennes telles que le ministère des Transports et l'Administration des autoroutes ; le scénario était apparemment la livraison de marchandises non spécifiques. À cette époque, il existait déjà des références isolées et peu documentées à l'utilisation

de systèmes *Sightec* par la police israélienne et même, dans un article de juillet 2021, « dans le récent conflit à Gaza contre le Hamas ». Un rapport du *Times of Israel*, qui s'appuie largement sur les propres déclarations de *Sightec*, parle plus généralement d'Israël comme des « premiers intervenants » parmi les clients de l'entreprise et de la « sécurité internationale » parmi une des applications de ses produits.

Tout cela se passait avant le lancement du projet financé par l'UE qui, argumentant que les drones de livraison pourraient réduire les gaz à effet de serre, a financé le développement d'une capacité de vol autonome qui était apparemment déjà bien financée à l'époque. Un coup d'œil sur le site web de l'entreprise ne laisse guère de doute sur le fait que les deux produits qui y sont proposés sont principalement destinés aux autorités militaires et de sécurité. Pour le produit « *NavSight* », il est indiqué de manière évidente et visible qu'il permet de naviguer même lorsque le signal GPS est perturbé et qu'il y a des tentatives de brouillage. « *SafeSight* », quant à lui, est proposé explicitement aux autorités chargées de la sécurité pour la détection automatisée d'objets, la surveillance de zones et l'analyse de foules. Les applications pour la logistique civile ne sont que marginalement mentionnées sur le site web de l'entreprise et ne semblent pas jouer un rôle significatif dans la commercialisation de ses produits.

## Xtend : 100% pour la guerre à Gaza

Le financement de la recherche par l'UE pour la start-up israélienne *Xtend* et l'application de ses technologies à des fins militaires est encore plus direct. Au premier semestre 2020, elle a reçu 50 000 euros pour une étude de faisabilité sur le système de drone *Skylord Xtender*, qui a également examiné le potentiel commercial et le potentiel de clientèle. Le diminutif « rapport final » du projet affirme que, entre autres, la société a analysé le marché des systèmes sans pilote, identifié d'autres étapes pour optimiser le prototype existant et a « trouvé des partenaires stratégiques pour la production et la commercialisation » dans le cadre du projet.

Quelques mois plus tard, en mai 2021, on apprenait que l'entreprise avait conclu un contrat de fourniture de drones de ce type avec le ministre américain de la Défense, et que le ministre israélien de la Défense était également impliqué dans cette transaction. L'article correspondant indiquait également que les systèmes *Xtend* étaient utilisés par les forces spéciales israéliennes. Il est désormais relativement clair que les clients de l'entreprise sont principalement des forces militaires occidentales, et la page d'accueil mentionne également de grandes entreprises telles que *Shell* et *Heineken* en tant que « partenaires ». En outre, la page d'accueil est dominée par des articles de médias internationaux tels que le *Wall Street Journal* et *The Economist* sur le rôle joué par *Xtend* en général et le *Skylord Xtender* en particulier dans la guerre à Gaza. La publicité à ce sujet est très agressive. Avant même cela, de nombreuses vidéos promotionnelles, parfois martiales, du *Skylord* ont pu être trouvées sur Internet, mettant l'accent sur son utilisation par les forces spéciales israéliennes.

Dans le rapport final du projet *Xtend*, la navigation indépendante du GPS dans les espaces clos était déjà identifiée comme une capacité exceptionnelle que peu de produits concurrents pouvaient égaler. En décembre 2023, *The Economist* a rapporté que les drones de *Xtend*

étaient non seulement particulièrement « bien adaptés aux bâtiments et aux tunnels dans des endroits tels que la ville de Gaza », mais qu'ils y étaient en fait utilisés. L'article indique également que les drones pourraient être équipés de charges explosives pour enfoncer des portes, par exemple. Quelques jours plus tard, la revue spécialisée israélienne CTECH a dressé le profil du cofondateur et PDG de la startup, Aviv Shapira, et a écrit : « Quatre jours après le 7 octobre, les FDI [Forces de Défense Israéliennes] ont choisi *Xtend* comme l'un de ses principaux partenaires dans la guerre contre le Hamas. Depuis lors, l'équipe a mis en veilleuse ses anciennes activités et a réorienté son énergie pour soutenir les FDI à 100 %. » « Avec sa technologie des drones, la startup *Xtend* joue un rôle crucial dans la guerre en cours à Gaza. Il n'est pas certain que les 50 000 euros alloués par l'UE au financement de la recherche aient apporté une contribution significative à cet égard mais l'objectif que le financement d'une start-up manifestement militaire et liée à l'armement aurait pu avoir au-delà de cela semble tout aussi discuté.

L'agence européenne Frontex a également conclu des contrats importants avec Israel Aerospace Industries et Elbit pour des drones de surveillance des frontières. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

## UnderSec : drones sous-marins

Le projet *UnderSec* a officiellement débuté le 1er octobre 2023 et est entièrement financé par l'UE à hauteur de près de 6 millions d'euros sur une période de 3 ans. Contrairement aux projets *AUTOFLY* et *Xtend*, où une seule entreprise israélienne a bénéficié d'un financement de l'UE dans chaque cas, plusieurs entreprises et institutions sont impliquées ici. *UnderSec* a une structure plus proche de celle du projet *ResponDrone* : il est coordonné par l'institut de recherche allemand *Fraunhofer-Gesellschaft*, qui reçoit près de 600 000 euros pour le projet. *Rafael Advanced Defense Systems*, une importante société israélienne de défense, est impliquée dans cette affaire et recevra près de 450 000 euros, de même que le ministère israélien de la défense, avec 100 000 euros.

Alors que *ResponDrone* visait à tester une technologie ayant des applications militaires claires pour des applications civiles, *UnderSec* étudie une question qui est encore plus clairement orientée vers l'interface entre les institutions militaires et civiles : l'objectif est de développer « un système prototype modulaire et complet comprenant des capteurs multi-modaux et des actifs robotiques » afin de créer une meilleure connaissance de la situation et d'améliorer les « capacités de réponse pour les navires, les ports et les infrastructures maritimes ». Des tests dans un environnement contrôlé et des démonstrations en conditions réelles sont prévus. La brève description du projet ne fait aucune référence au blocus de la bande de Gaza, qui viole le droit international et comporte une forte composante maritime.

Le projet n'étant qu'à ses débuts, aucun rapport officiel n'est encore disponible. On peut toutefois déduire de la description du projet et des entreprises impliquées que des véhicules sous-marins sans pilote et des bouées dotées de différents systèmes de capteurs seront mis en œuvre et testés. Dans le cadre du projet, le fournisseur portugais de drones capteurs sous-marins

*Oceanscan* est financé à hauteur de 350 000 euros et l'entreprise de défense espagnole SAES, qui développe des bouées capteurs, à hauteur de 361 000 euros. En outre, divers instituts de recherche et autorités civiles (principalement de Grèce) et le ministère portugais de la défense sont également impliqués. L'entreprise israélienne *Rafael*, qui propose déjà de nombreux systèmes pour la défense maritime, les drones et la guerre des mines, pourrait jouer le rôle d'intégrateur de systèmes, à l'instar de *IAI* dans le cadre du projet *ResponDrone*. Il reste à voir si, comme pour *Autoflyer*, un produit commun des entreprises impliquées sera lancé sur le marché parallèlement au projet de recherche. Si tel est le cas, il ne serait pas surprenant qu'il s'agisse d'un produit ayant des applications militaires.

## Explication du financement par l'UE des entreprises et institutions militaires israéliennes

Le financement relativement important des entreprises d'armement israéliennes dans le cadre de la politique de recherche de l'UE soulève des questions, non seulement dans le contexte de la politique d'occupation qui viole le droit international et de l'accusation actuelle de génocide. Dans le même temps, plusieurs explications sont possibles.

On pourrait certes affirmer, d'un point de vue normatif, que les États européens ont une responsabilité particulière dans la capacité d'Israël à se défendre dans un environnement généralement hostile, compte tenu de leur rôle dans la fondation de l'État d'Israël et surtout de l'Allemagne en ce qui concerne la Shoah. Toutefois, on peut se demander si cette hypothèse plutôt subtile, normative et controversée faisonne réellement et peut faisonner la pratique quotidienne du financement de la recherche par l'UE.

Une justification structurelle semble plus viable, selon laquelle le secteur israélien de la technologie et de la défense présente des caractéristiques qui le rendent particulièrement pertinent pour être inclus dans les programmes de recherche de l'UE. D'une part, Israël est considéré comme un leader mondial dans divers secteurs technologiques, ce qui est souvent attribué au concept de « start-up nation ». Cela comprend, entre autres, un financement public important et un réseau étroit entre l'industrie et l'État, en particulier l'armée, les agences de renseignement et les start-ups. Cela se traduit également par un grand nombre de petits et moyens acteurs impliqués, pour lesquels la politique de recherche de l'UE tente explicitement de créer un accès privilégié. Dans d'autres pays bénéficiaires, des structures sont des associations industrielles et professionnelles et des autorités publiques qui soutiennent les grandes et petites entreprises et organisations qui participent au programme de recherche de l'UE et sont à leur tour financées par l'UE à cette fin.

Sur la base de l'expérience de la « start-up nation », il est concevable qu'Israël ait pu mettre en place des structures correspondantes plus rapidement et plus efficacement ou s'inspirer de celles qui existaient déjà. La petite société de conseil *Agora*, qui a déjà été brièvement mentionnée ici et qui est impliquée dans divers projets de l'UE avec ou sans liens militaires, est un exemple d'initiative purement privée et orientée vers le profit. Enfin, en ce qui concerne la recherche sur la sécurité en particulier, il convient de noter que la politique de

recherche de l'UE se concentre surtout sur les interfaces entre la sécurité intérieure et extérieure, qui est déjà très prononcée dans la politique et l'industrie israéliennes dans le contexte de l'occupation et de la menace terroriste.

Enfin, l'implication importante de l'industrie (d'armement) israélienne pourrait également être justifiée par des intérêts européens. D'une part, Israël est un grand marché, potentiellement aussi pour les entreprises d'armement européennes, comme le montre clairement l'exemple de l'entreprise espagnole *Alpha*. Les nouveaux produits y sont rapidement appliqués et peuvent être commercialisés en faisant référence aux FDI en tant que clients ou en les qualifiant de « testés au combat ». Dans le même temps, la promotion de la coopération avec l'industrie israélienne de la technologie et de l'armement pourrait également reposer sur l'attente d'un transfert de technologie et de savoir-faire, car elle est considérée comme un leader dans ce secteur.

Dans ce contexte, l'historien juif allemand conservateur Michael Wolffsohn, qui a enseigné pendant de nombreuses années à l'université de la Bundeswehr, a récemment qualifié de « stupide » l'appel à l'arrêt des transferts d'armes de l'Allemagne vers Israël :

*« L'Allemagne est plus dépendante des armes israéliennes qu'Israël ne l'est des armes allemandes. Les missiles et les drones israéliens protègent l'Allemagne et l'Europe, et sans Israël, les progrès de l'Allemagne en matière de prévention du terrorisme ou de technologies de l'information seraient pratiquement inexistantes. Seuls les veaux les plus stupides choisissent leurs propres bouchers. »*

En fait, l'industrie allemande et européenne de l'armement semble dépendre de la coopération avec Israël dans divers domaines technologiques, par exemple dans le domaine de l'intelligence artificielle. Le logiciel d'un système de coordination d'essais de drones et de fantassins soutenu par l'IA, qui a récemment été testé par les forces armées allemandes, provient de l'entreprise israélienne *Rafael*. On ne sait pas encore si les données d'entraînement pour le développement de cette IA proviennent également des territoires occupés et des conflits antérieurs autour de Gaza, mais cela n'est pas exclu non plus.

Quoi qu'il en soit, le soutien de l'UE à l'industrie de l'armement israélienne est indubitablement discutable d'un point de vue moral et juridique, en particulier à la lumière de l'inculpation actuelle pour génocide présumé à Gaza. Ce soutien est justifié, entre autres, par les déclarations génocidaires faites par de hauts fonctionnaires et hommes politiques israéliens, y compris le ministre israélien de la Défense, dont le ministère est financé pour participer à des projets de recherche de l'UE.

**Statewatch** produit et encourage la recherche critique, l'analyse politique et le journalisme d'investigation afin d'alimenter les débats, les mouvements et les campagnes sur les libertés civiles, les droits de l'homme et les normes démocratiques. Ils ont commencé leurs activités en 1991 et sont basés à Londres.

Source : [Statewatch](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée

2024/03/26